

Non à la chasse aux sorcières à l'Université !

Le 2 octobre, en déplacement aux Mureaux, le président Macron s'en prend au « discours post-colonial » qui serait coupable de nourrir la « haine de soi de la République... contre elle-même » et le « séparatisme ». Le 22 octobre, le ministre de l'éducation Blanquer dénonce sur *Europe 1* : « l'islamo-gauchisme fait des ravages, il fait des ravages à l'université, il fait des ravages quand l'Unef cède à ce type de chose, il fait des ravages dans les rangs de La France insoumise, ces gens-là favorisent une idéologie qui mène au pire ».

Le 13 février, la ministre de l'enseignement supérieur Vidal déclare sur *CNews* que « l'islamo-gauchisme gangrène la société dans son ensemble et l'université n'est pas imperméable ». Le 16 février, elle indique à l'Assemblée nationale qu'elle demande au CNRS une enquête pour « distinguer ce qui relève de la recherche académique de ce qui relève justement du militantisme et de l'opinion ». Le 21 février, Vidal précise au *JDD*, devant le tollé soulevé par ses déclarations, les menaces que ferait peser l'islamo-gauchisme à l'Université : « des attaques contre la liberté académique et contre la liberté d'expression en général... Les enseignants ne se sentent pas libres d'enseigner comme ils le souhaitent. On ne peut pas laisser passer ça ».

Dans les États qui se réclament de la démocratie, l'enseignement supérieur est censé être pluriel et autonome. En fait, il n'en est rien, ne serait-ce que parce qu'il est financé par les entreprises capitalistes ou par l'État des capitalistes : « Avec l'argent, on peut s'acheter des gens d'esprit » (Karl Marx, *Manuscrits économique-philosophiques*, 1844). Ainsi, le courant néo-classique de la « science économique », hégémonique dans les grandes écoles et majoritaire dans les universités publiques, explique depuis plus d'un siècle, avec le plus grand aplomb, que les chômeurs sont des gens qui préfèrent le loisir au salaire.

Que l'Église catholique, qui a menacé Galilée et exécuté Bruno, détienne des « universités » ne semble pas gêner le gouvernement. Ainsi, que les universités publiques de Strasbourg et de Nancy incorporent des « facultés » (sic) de théologie et délivrent des « diplômes » (sic) de religion, ne tracasent aucun ministre. L'État veut associer le Conseil français du culte musulman, une grande école publique (l'École pratique des hautes études) et l'armée (via l'École nationale de l'aumônerie militaire) pour former les prêtres musulmans (imams). Le gouvernement tolère qu'une fondamentaliste chrétienne et une fasciste comme Maréchal, qui n'a elle-même qu'un master, monte sa propre « université » à Lyon avec l'aide d'éléments du FN-RN, de l'ex-Mouvement pour la France du vicomte de Villiers, de l'ex-Parti chrétien démocrate de Boutin et de patrons (ISSEP, 5 500 euros de frais annuels).

Cette menace d'épuration du gouvernement, alors que les étudiants des universités sont psychologiquement déstabilisés et que les étudiants issus des classes populaires ne parviennent pas à subvenir à leurs besoins, fait suite à la loi sur la recherche (LPR), à la loi contre le séparatisme renommée « pour conforter les principes républicains » qui est dirigée essentiellement contre les musulmans, à la loi dite de sécurité globale qui contient nombre de dispositions liberticides contre les manifestants.

Bien sûr, l'université bourgeoise abrite différents courants de pensée, notamment en sciences sociales. Après tout, il ne s'agit que d'idées et la classe dominante ne peut déterminer à l'avance celles qui lui seront les plus utiles. En outre, il est bon de neutraliser les cadres potentiels de la révolte inévitable des exploités et des opprimés en leur offrant quelques postes, au demeurant rares et mal rétribués, et de concocter des théories qui soient acceptables pour tel ou tel segment des classes exploitées et des semi-exploitées, tout en évitant de mettre en cause le capitalisme.



Mais il ne s'agit pas ici de la confrontation théorique nécessaire avec ces positions, de leur réfutation par l'avant-garde prolétarienne (communiste internationaliste). « L'enquête » réclamée par le gouvernement est une immixtion de l'État dans le savoir et la recherche, une attaque contre les libertés démocratiques à l'université, indispensables à la classe ouvrière et la jeunesse pour qu'elles puissent librement débattre et s'organiser contre le capitalisme et la classe dominante.

Toutes les organisations ouvrières, partis et syndicats, doivent faire front pour exiger :

Aucune enquête commandée par le gouvernement Macron-Darmanin-Blanquer-Vidal ! Jugement par les seuls pairs des travaux de recherche !

Hors de l'enseignement supérieur, l'Église catholique et toute secte religieuse ! Laïcité réelle et totale de l'enseignement sur tout le territoire !

Liberté totale de recherche pour les chercheurs et les enseignants-chercheurs ! Liberté totale de la pédagogie pour les enseignants-chercheurs et les professeurs des classes préparatoires ou des sections de techniciens supérieurs !

Libre expression du mouvement étudiant et ouvrier dans tous les établissements d'enseignement supérieur !

Halte à la stigmatisation des travailleurs musulmans !

27 février 2021